

# INTERSYNDICALE

## Communiqué



12 février 2020

### Continuer pour gagner !



Depuis plus de 2 mois, une mobilisation sociale inédite agite le pays. Elle a rassemblé des millions de salarié.e.s : dans les transports, l'énergie ou les ports, des enseignant.e.s, hospitalier.e.s, avocat.e.s, personnel.e.s de la culture, du travail social, des agent.e.s territoriaux...

Le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion avec un projet de loi rejeté par la majorité de la population qui demande son abandon, et des institutions qui démontent les mensonges du gouvernement (Conseil d'État, économistes de l'Insee, Observatoire des inégalités...).

Car tout le monde a compris quels seraient les effets de cette réforme : la baisse des pensions, l'âge de départ de nouveau retardé avec un « âge d'équilibre » à 65 ans et plus (et donc une baisse de la pension si on partait avant).

L'Observatoire des inégalités (que vient de supprimer Macron) note que l'espérance de vie moyenne est de 13 ans inférieure entre les 5% les plus pauvres (71 ans) et les 5% les plus riches (84 ans).

Cette réforme, ce serait aussi la fin de tout départ anticipé pour la plupart des métiers pénibles alors qu'il faudrait au contraire l'élargir à de nouvelles catégories. Les statistiques sont là aussi très claires : l'espérance de vie en bonne santé est en moyenne de 64 ans, et de seulement 59 ans pour un ouvrier.

Avec ce système soi-disant « universel » dont l'objectif affiché est de limiter les dépenses publiques, les hauts revenus ne cotiseraient plus créant ainsi un déficit de 4 milliards pour les caisses de retraite et une manne financière pour les assureurs privés.

**Cette réforme injuste ne sert donc qu'à détruire la répartition pour la capitalisation.**

Pour améliorer le système par répartition, des solutions existent comme l'égalité salariale entre les femmes et les hommes qui abonderaient les caisses de retraites.

Chaque jour plus isolé, affaibli et même divisé, le pouvoir voudrait aller vite. Il essaye ainsi d'imposer une procédure accélérée au parlement. Mais devant les protestations, il a déjà renoncé au 49-3... La police intervient sur des lieux de travail, comme au garage d'Aubervilliers ce que nous condamnons. Nous apportons notre solidarité avec tous le salarié.e.s, lycéen.nes et étudiant.e.s victimes de répression.

La contestation sociale n'est pas prête de s'arrêter avec des mobilisations sectorielles (dans la santé le 14 février, à la RATP le 17 février, dans les universités le 5 mars...) et de nouveaux rendez-vous interprofessionnels les 20 février et 8 mars.

**Rencontrons-nous :**

### **Mardi 18 février : Assemblée générale Secteur Nord**

**10h00 à 12h00 : mairie du 17e - salle Maillot**  
16 - 20, rue des batignolles – Métro : Rome ou place de Clichy

### **Jeudi 20 février : Journée nationale de grève**

**10h00 à 12h00 : Assemblée générale**  
annexe mairie du 14e - Salle d'audience  
12, rue Pierre Castagnou, Paris 14e – Métro : Mouton Duvernet

**13h00 : Manifestation**  
départ Montparnasse en direction de Place d'Italie

Chacun-e peut faire grève une heure, deux heures, une demi-journée ou une journée.

Chacun-e peut participer aux AG sur les heures d'informations syndicales (à raison d'une heure par mois, cumulables).

**Pour vous informer en continu :**



<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite>



<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

**Caisse de grève :** <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/k352mful>